



Conseil économique et social

Distr. générale
23 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation

Vingtième session

Genève, 1^{er}-3 novembre 2010

Point 8 a) de l'ordre du jour provisoire

**Surveillance des marchés: point sur les activités des groupements régionaux
et du Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe «MARS»)**

Liste des autorités chargées de la surveillance des marchés dans les États membres de la CEE et de leurs compétences respectives

Note du secrétariat¹

Résumé

Le présent document apporte des informations sur les autorités chargées de la surveillance des marchés, leurs compétences et les lois sur lesquelles se fonde leur action. Pour rassembler ces informations, le secrétariat du WP.6 a coopéré avec la Commission européenne et le secrétariat du Conseil interétatique eurasiatique.

Le secrétariat du WP.6 a établi une proposition de base de données à laquelle il serait possible d'avoir accès par pays, secteur, autorité et instrument de réglementation. La mise au point de cette base de données nécessitera des ressources extrabudgétaires, et les autorités nationales de surveillance des marchés de tous les États Membres de l'ONU seront appelées à y participer. À la session en cours, le secrétariat du WP.6 présentera un modèle de base de données pour donner un aperçu des difficultés à résoudre. Ce modèle ne contient des informations que sur un nombre limité de pays, mais il pourrait être développé si des ressources supplémentaires devaient être mises à disposition.

Le présent document est soumis au Groupe de travail pour qu'il l'examine et prenne une décision.

¹ À sa dix-neuvième session, le Groupe de travail a demandé aux délégations de fournir au secrétariat les coordonnées des autorités chargées de la surveillance des marchés pour que le secrétariat puisse les rassembler et les afficher sur le site Web (ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 52).

I. État d'avancement du projet

A. Débat à la session annuelle de 2009

1. À sa dix-neuvième session, le Groupe de travail a demandé aux délégations de fournir au secrétariat les coordonnées des autorités chargées de la surveillance des marchés pour que celui-ci puisse les rassembler et les afficher sur le site Web. Le secrétariat du Conseil interétatique eurasiatique et la Commission européenne ont accepté d'apporter leur concours au secrétariat du WP.6 pour la réalisation de ce projet.

B. Collecte d'informations sur la surveillance des marchés

2. Le secrétariat a obtenu auprès d'un grand nombre d'autorités chargées de la surveillance des marchés des informations sur leurs compétences, les produits qu'elles observent en permanence et les textes législatifs sur lesquels elles se fondent. Il a également utilisé des données publiées sur le site Web de la Commission européenne.

C. Résultats

3. Des données ont été recueillies pour les 35 pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie et Ukraine.

4. Les informations communiquées par les autorités de surveillance des marchés portent généralement sur les points suivants:

- Nom et coordonnées de l'autorité (et de la personne à qui s'adresser);
- Liste des produits et types de produits ou secteur suivis en permanence par l'autorité;
- Textes législatifs de référence.

5. Toutefois, il peut arriver que les données n'indiquent pas le secteur visé ou les textes législatifs utilisés. La classification des produits peut également varier d'un pays à l'autre. C'est pourquoi, pour préserver une certaine correspondance au niveau international, les catégories sont, de propos délibéré, très larges.

6. Un échantillon des données figure en annexe. L'ensemble des données peut être consulté à l'adresse www.unece.org/trade/wp6/AreasOfWork/MarketSurveillance/Contacts.html.

II. Proposition de base de données sur les autorités de surveillance des marchés

A. Concept

7. La base de données proposée a pour but de permettre aux utilisateurs d'obtenir des informations et de poser des questions par pays, secteur, autorité, texte législatif et produit.

8. La base de données serait hébergée sur le site Web du Groupe de travail. Elle serait mise à jour régulièrement en collaboration avec les autorités de surveillance des marchés de tous les États Membres de l'ONU.

B. Exemple

9. Avec une telle base de données, les exportateurs qui cherchent à se renseigner sur un produit ou secteur particulier auraient accès instantanément aux informations les plus récentes pour chaque pays. La base de données serait également utile aux autorités nationales de surveillance des marchés qui échangent des informations avec leurs homologues.

C. Difficultés potentielles

10. La création de la base de données impliquerait:

a) Une collaboration des États membres: pour servir de référence aux utilisateurs, la base de données devrait être à jour, ce qui nécessiterait un solide engagement de la part des États membres de rendre compte de tous les changements et éléments nouveaux pertinents;

b) L'établissement de définitions et de typologies: il pourrait s'avérer difficile de classer les informations dans des catégories bien définies et de faire correspondre les catégories d'un pays à l'autre.

11. Ces difficultés devraient être examinées et résolues par le Groupe MARS et par les autorités de surveillance des marchés de tous les États Membres de l'ONU, y compris au moyen de réunions virtuelles ou webinaires périodiques. Des ressources extrabudgétaires seraient nécessaires pour des réunions physiques.

12. Une fois que des catégories bien définies et cohérentes auront été définies pour les autorités, secteurs et produits, il faudrait au moins deux mois de travail pour mettre la base de données au point, ce qui nécessiterait également des ressources extrabudgétaires.

Annexe

Information sur les autorités de surveillance des marchés de certains pays

1. Brésil

N°	Secteur	Texte législatif	Autorité responsable	Personne à qui s'adresser
1.	Produits et services	Loi n° 9933/1999	INMETRO http://www.inmetro.gov.br/	João Alziro Herz da Jornada presi@inmetro.gov.br
2.	Alimentation, boissons, viande, aliments pour animaux	Loi n° 0863/2003	Ministère de l'agriculture http://www.agricultura.gov.br/	Wagner Gonçalves Rossi gm@agricultura.gov.br
3.	Produits de construction	Loi n° 10863/2003	Ministère de la ville http://www.cidades.gov.br/	Márcio Fontes de Almeida cidades@ciudades.gov.br
4.	Télécommunications	Loi n° 9472/1997	ANATEL http://www.anatel.gov.br/	Ronaldo Mota Sardenberg
5.	Matériel éducatif et services d'éducation	Décret n° 6320/2007	Ministère de l'éducation http://www.portal.mec.gov.br	Leonardo Osvaldo Barchini Rosaai@mec.gov.br
6.	Règlements relatifs aux équipements de protection individuelle et au travail	Décret n° 6341/2008	Ministère du travail et de l'emploi http://www.mte.gov.br/	Carlos Luppi
7.	Préservation et conservation des ressources naturelles	Loi n° 7735/1989	IBAMA – Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables http://www.ibama.gov.br/	Abelardo Bayma Azevedo presid.sede@ibama.gov.br
8.	Véhicules à moteur et circulation motorisée	Loi n° 9503/1997	DENATRAN – Département national de la circulation http://www.denatran.gov.br	Alfredo Peres da Silva denatran@ciudades.gov.br
12.	Coordination des rappels de produits/Défense du consommateur	Loi n° 8078/1990	Ministère de la justice http://portal.mj.gov.br/dpdc	Luiz Paulo Barreto
13.	Pétrole et ses dérivés, gaz naturel et biocarburants	Décret n° 2455/1998	ANP – Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants http://www.anp.gov.br	Haroldo Borges Rodrigues Lima

N°	Secteur	Texte législatif	Autorité responsable	Personne à qui s'adresser
14.	Alimentation, produits cosmétiques, médicaments, produits d'entretien, produits de santé, dérivés du tabac, laboratoires	Loi n° 9782/1999	ANVISA – Agence nationale de veille sanitaire http://www.portal.anvisa.gov.br	Alúdimá de Fátima Oliveira Mendes presidencia@anvisa.gov.br
15.	Énergie électrique	Loi n° 9427/1996	ANEEL – Agence nationale de l'énergie électrique http://www.aneel.gov.br	Nelson José Hübner Moreira
16.	Appareils de radiographie, radioprotection	Loi n° 4118/1962	CNEN – Commission nationale de l'énergie nucléaire http://www.cnem.gov.br	Odair Dias Gonçalves presidencia@cnem.gov.br
17.	Programme spatial et satellites	Loi n° 8854/1994	AEB – Agence spatiale brésilienne	Carlos Ganem Presidente@aeb.gob.br
18.	Aéronefs civils, sécurité des vols	Loi n° 11182/2005	ANAC – Agence nationale de l'aviation civile http://www.anac.gov.br	Solange Paiva Vieira
19.	Services de santé, plans de santé et professionnels de la santé	Loi n° 9961/2000	ANS – Agence nationale des soins de santé complémentaires http://www.ans.gov.br	Maurício Cechin
20.	Production, distribution et projection de films et de vidéos	Loi n° 11437/2006	ANCINE – Agence nationale du cinéma http://www.ancine.gov.br	Manoel Rangel
21.	Assurance privée	Décret-loi n° 73/1996	SUSEP – Superintendance des assurances privées http://www.susep.gov.br	Paulo dos Santos gabin@susep.gov.br

2. Bélarus

N°	Secteur	Texte législatif	Autorité responsable	Personne à qui s'adresser
1.	Organisme d'État chargé de la surveillance de la conformité aux règlements techniques. Contrôle et surveillance de la conformité aux dispositions de la législation relative aux obligations de conformité pour la certification des marchandises, services et personnels. Surveillance métrologique de l'État	Directive présidentielle n° 510, du 16 octobre 2009, pour l'«amélioration des activités de contrôle dans la République du Bélarus», qui se retrouve dans la «Loi sur la notation technique et la normalisation» et la «Loi sur la protection de l'unité de mesures»	Comité d'État de la normalisation www.gosstandard.gov.by	Belst@anitex.by

N°	Secteur	Texte législatif	Autorité responsable	Personne à qui s'adresser
2.	Contrôle sanitaire par l'État de la conformité aux prescriptions sanitaires et épidémiologiques	Directive n° 510 «Loi sur la sécurité et la qualité des matières premières alimentaires et des approvisionnements alimentaires»	Ministère de la santé www.minzdrav.by	mzrb@belcmt.by
3.	Contrôle par l'État du commerce, de l'approvisionnement alimentaire de la population, des services publics non industriels, de la protection du consommateur et du secteur de la publicité	Directive n° 510 Loi sur les ventes; loi sur la protection du consommateur	Ministère du commerce www.mintorg.gov.by	Mintorgrb@mail.belpak.by
4.	Contrôle de la qualité vétérinaire et sanitaire des produits alimentaires d'origine animale, des aliments pour animaux, y compris les additifs. Contrôle et surveillance de la qualité des matières premières alimentaires et des ressources vivrières au niveau de la production, du stockage ou de l'exportation	Directive n° 510 Loi vétérinaire	Ministère de l'agriculture et des ressources vivrières www.msph.minsk.by	kanc@msph.minsk.by
5.	Contrôle du respect des règlements douaniers lors du passage des marchandises aux frontières du Bélarus	Directive n° 510 Codex douanier	Comité des douanes de l'État www.customs.gov.by	odo@gtk.belpak.minsk.by

3. Chypre

N°	Secteur/Ministère	Législation de l'Union européenne	Autorité responsable	Personne à contacter
1.	Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme	88/378/CEE 2001/95/CE 90/384/CEE 2004/22/CE	Service de la concurrence et de la protection du consommateur Services des poids et mesures	Dimitis Papamichail dpapamichail@mcit.gov.cy Ntinos Hadjiconstantinou nhadjiconstantinou@mcit.gov.cy
2.	Ministère des communications et des travaux publics	90/396/CEE 99/36/CE 2000/9/CE 75/324/CEE 2006/95/CE 2004/108/CE 94/25/CE	Département des services d'ingénierie électrique et mécanique Département de la marine marchande	Constantinos Constantinou Andreas Louka cconstantinou@ems.mcy.gov.cy alouka@ems.mcy.gov.cy Violeta Kyriakidou vkyriakidou@dms.mcy.gov.cy
3.	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement	2000/14/CE 93/15/CEE 2007/23/CE	Département de l'environnement Inspection des matières explosives	Pavlos Pavlou ppavlou@environnement.moa.gov.cy Erotokritos Anastasiades mineshead@mines.moa.gov.cy

<i>N°</i>	<i>Secteur/Ministère</i>	<i>Législation de l'Union européenne</i>	<i>Autorité responsable</i>	<i>Personne à contacter</i>
4.	Ministère de l'intérieur	89/106/CEE	Secteur des produits de la construction, services techniques	Kyriacos I. Kouros kkouros@moi.gov.cy
5.	Ministère du travail et de l'assurance sociale	95/16/CE 97/23/CE 87/404/CEE 89/686/CEE 94/9/CE 2006/42/CE	Département de l'inspection du travail	Marios Kourtellis mkourtellis@dli.mlsi.gov.cy
6.	Ministère de la santé	93/42/CEE 98/79/CE 90/385/CEE	Autorité compétente de Chypre pour les appareils médicaux	Androulla Stylianou cymda@mphs.mph.gov.cy